

communication directe avec Liège. Le gouvernement donna encore 16,000 fl. pour cette voie. Ces travaux ont occupé la campagne de 1826. Ils n'ont cependant été achevés que dans les campagnes suivantes, parce qu'il a fallu s'entendre avec les provinces de Liège et de Namur pour la part de travaux qui tombaient à leur charge.

L'année suivante, la grande route de Hogue à Arlon fut déclarée par arrêté du roi, route de première classe et mise à la charge exclusive du gouvernement. On sait que les ponts de Martelange et d'Ortheuville en sont les plus beaux ornemens. On se rappelle avec quels transports d'enthousiasme, un immense concours de la population célébra l'inauguration de cette route, véritable monument de gloire pour le souverain.

En même tems, la sollicitude de l'administration embrassait d'autres projets. Les travaux de la route de Habay-la-Neuve à la frontière, par Etalle et Virton, marchaient avec activité; et les plans d'une communication de Bouillon à Laroche, par Recogne et St-Hubert, étaient discutés et soumis aux états.

Alors aussi, se formait la société du Luxembourg pour l'exploitation des richesses minérales du pays, et pour la construction du canal de Meuse et Moselle depuis Liège jusqu'à Wasserbillig.

En 1828, la route de Habay-la-Neuve à la frontière française, fut livrée à la circulation. Le complément de son utilité la plus immédiate devait résulter de sa liaison avec la route royale par un tracé de Habay à la corne du bois des Pendus. En outre, le gouvernement se faisait remettre les projets relatifs à la construction d'une partie de la route n° 4, entre la hauteur de Champlon et Recogne.

On voit que tous les travaux, tous les projets qui ont eu pour objet soit la construction, soit l'amélioration des communications, dans le grand-duché, sont le fruit des soins du gouvernement antérieur à la révolution. Il y a plus, si les grandes conceptions de ce gouvernement sont restées en suspens, si d'immenses avantages ont été perdus, c'est au génie délétère de nos jeunes patriotes qu'il faut en imputer la faute.

Qu'a donc entrepris le gouvernement belge, au-delà de la prison et de la maison du gouverneur d'Arlon? Qu'il nous montre ses droits à la reconnaissance publique! Quant à ses droits sur la province, c'est faire acte de jeunesse et d'impéritie que de vouloir les faire résulter de l'immense sacrifice d'une cinquantaine de mille francs que l'on fait sonner avec emphase dans le journal de la petite ville. Il est des folies sur lesquelles on ne doit pas se laisser d'appeser la pitié du public, parce que les charlatans qui les exploitent ont l'expérience de la merveilleuse crédulité avec laquelle nos compatriotes ont eu l'extrême bonté d'accueillir jadis leurs contes administratifs; ce dont la grande majorité est aujourd'hui très-repentante.

— On écrit de Munich, 30 septembre :

« Avant de partir de Kœnigswarth pour Tœplitz, l'empereur Ferdinand d'Autriche a écrit une lettre autographe au roi Louis de Bavière, pour le rassurer au sujet des résolutions qui pourraient être prises pendant la réunion des trois souverains. L'Autriche n'entend aucunement usurper, vis-à-vis de l'Allemagne, une attitude contraire à ses engagements et aux intérêts de ses voisins. L'Autriche combattrait tout projet qui tendrait à ce qu'une autre puissance usurpât une attitude semblable. La conservation des traités, le maintien des droits et de la souveraineté des principes, la jouissance des institutions établies dans les divers pays, tel est le but du cabinet de Vienne; et, en exprimant ces vues, il espère être secondé par les princes aussi bien que par l'opinion publique. Enfin, l'empereur est convaincu qu'il n'y aura pas de changement dans la politique générale, dans les questions du dehors, et il espère que l'Allemagne, au centre de l'Europe en paix, augmentera de jour en jour sa prospérité.

» Une copie de cette lettre autographe sera communiquée, d'après le désir de l'empereur Ferdinand, aux divers princes de l'Allemagne. »

— On écrit de Berlin, 28 septembre :

« On entend dire ici par des gens ordinairement bien informés que le congrès de Tœplitz, pour le cas où il en résulterait une alliance offensive et défensive, aura aussi le but d'opérer un désarmement général, et de chercher à protéger les efforts de Louis-Philippe pour comprimer l'esprit révolutionnaire en France, en lui faisant un accueil amical et en écartant la froideur qui existe envers lui depuis plusieurs années.

» On dit aussi que le congrès de Tœplitz n'est que l'avant-coureur d'une grande réunion des princes de l'Europe, destinée à écarter toute inimitié, et pour protéger unanimement l'intérêt des peuples et des princes. Louis-Philippe a donné une preuve de rapprochement, en écoutant les ambassadeurs d'Autriche et de Prusse, au sujet de l'invasion en Espagne, et à ce qu'on apprend, en leur faisant des réponses, qui pouvaient être regardées comme un ache-

minement à une parfaite intelligence qui devait avoir pour toute l'Europe des suites si heureuses et si importantes. »

(*Mercure de Souabe.*)

— On écrit de Tœplitz au *Morning-Herald* :

« On dit que l'Autriche se propose avant tout, de pourvoir à la solution de la question hollando-belge et qu'elle insiste pour un désarmement général, d'accord avec la Prusse, qui manifeste les mêmes dispositions. La seule opposition que l'on ait à attendre est celle de la Russie : mais si les autres grandes puissances sont fermes, l'empereur doit finir par céder, et alors sera arrêté dans ses ravages, le cancer qui ronge au cœur les puissances, cet état de guerre permanent, si ruineux ! La France, dit-on, a adhéré au plan de l'Autriche, et l'on voudrait qu'un de ses plus habiles diplomates assistât aux conférences, ou du moins fût assez voisin pour pouvoir adhérer sans retard aux résolutions des monarques. L'empereur Ferdinand ne veut la guerre à aucun prix : il a déclaré à plusieurs reprises qu'il resterait fidèle à la politique de son prédécesseur, qu'il suivrait ses conseils, et que la nécessité la plus urgente pourrait seule le décider à changer de système. La Prusse désire faire des économies : ses revenus ont été détériorés par son nouveau système des douanes qui, en augmentant son influence politique, a diminué ses recettes, et elle adoptera volontiers toute combinaison qui conciliera l'économie avec la sécurité.

» Si la France est sincère et si elle peut diminuer les forces nécessaires à l'intérieur pour tenir en respect les radicaux français (ce que la garde nationale devrait seule suffire à faire), alors le congrès de Tœplitz serait un bienfait pour l'Europe. La question hollando-belge forme le plus sérieux obstacle à ce désarmement; aussi l'Autriche en désire la solution, et la France et l'Angleterre se joindront certainement à elle pour arriver à ce résultat. La Russie, qui jusqu'ici a paru disposée à tenir l'Occident en haleine pendant qu'elle poursuivait au Levant l'exécution de ses projets, ne peut se refuser au vœu général. Le fait est que la Hollande ne peut marcher plus long-tems de la sorte : depuis 1830, elle paie un million sterling d'intérêts alloués à la Belgique, et déjà la caisse d'amortissement où elle a été forcée de puiser pour faire face au service de ces intérêts et aux dépenses d'un état de guerre permanent, est presque épuisée, et les états-généraux ne veulent plus rien donner. Le roi de Hollande doit donc être plus traitable, et la Belgique, de son côté, n'osera, en présence de l'importante question du désarmement général, soulever des prétentions injustes : on ne le souffrirait pas. Quant à l'Espagne, l'opinion générale est que les puissances sont décidées à l'abandonner à elle-même, ou à l'influence de la France qui a un intérêt vital à ce que la tranquillité s'y rétablisse. »

— L'homme à qui Marie-Christine vient de confier l'administration de ses finances, Mendizabal, ou plutôt Mendez (car ce dernier nom n'a été altéré que pour cacher autant que possible une origine fort peu honorable), est fils d'un juif de Cadix qui, il y a environ dix-huit ans, tenait dans cette ville, rue Juan-de-Andas, une petite boutique d'étoffes communes à l'usage des matelots et des soldats. Les fonctions du jeune homme consistaient à recevoir les chalahds, ce dont il s'acquittait à merveille. Sa réputation dans ce genre d'industrie avait même franchi les bornes de son quartier, et il n'y avait pas, dans tout Cadix, un garçon de boutique qui sût amorer la pratique avec plus d'adresse et couper plus lestement une aune de toile.

En 1818, le juif Alvarez-Mendez ayant fait banqueroute en dépit des talens de son fils, se vit réduit à faire pendant quelque tems, avec ce dernier le métier de colporteur. Ils étaient parvenus au dernier degré de misère et de dégradation quand la révolte de l'île de Léon éclata. Le jeune aventurier jette aussitôt là le ballot, se rend près du chef révolutionnaire Riégo, et parvient à se faire nommer intendant d'une division de l'armée insurrectionnelle. C'est de cette nomination que date l'origine de sa fortune. Les insurgés, comme on le sait, parcoururent long-tems le midi de l'Espagne pour y exciter la révolte. Pendant que ses chefs haranguaient les populations andalouses et les ralliaient à l'étendard révolutionnaire, Mendizabal, sous prétexte de nourrir et d'habiller sa troupe, frappait le pays de contributions.

On sait que Riégo parvint en moins d'un mois à communiquer aux habitans de cette province l'enthousiasme révolutionnaire dont il était animé; mais ce qu'on ne sait pas aussi bien, c'est que Mendizabal, en moins de tems encore, parvint à vider leurs bourses.

Lorsque Ferdinand VII se vit forcé, le poignard sur la gorge, de jurer la constitution, et de reconnaître tous les grades et emplois donnés par l'armée insurrectionnelle, l'heureux Mendizabal fut confirmé dans son intendance, et vint à Madrid, sous les auspices de Riégo et de Quiroga, renouveler le cours de ses exploits financiers, que vint si brusquement interrompre l'armée française en 1823. C'est alors qu'il quitta l'Espagne, un peu précipitamment à ce qu'il paraît, mais non pas les mains vides.